

Direction générale
de l'alimentation

Sous-direction de la
qualité et de la protection
des végétaux

Bureau de la
réglementation et de la
mise sur le marché des
intrants

Dossier suivi par : ML 

Réf : 2120314SNCO12194



ARYSTA LIFESCIENCE
Route d'Artix
BP 80
64150 NOGUERES
FRANCE

Paris, le 07 DEC. 2012

Objet : Lettre de décision

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint la lettre de décision qui fait suite à votre demande d'ajout de second nom commercial, concernant le produit :

N° Intran : 2120314 - ALTAR EAJ

AMM n° 2120175

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation de la Directrice générale
de l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de
la protection des végétaux,


Robert TESSIER

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 2120369 Nom commercial : **OXALIS NG EAJ**

Produits Phytopharmaceutiques
N° AMM : 2120175

Firme détentrice : ARYSTA LIFESCIENCE

Type commercial : Second nom commercial

2120314 - ALTAR EAJ

Vu l'avis de l'Anses 2009-2205 du 17 février 2012

Conditions d'emploi :

-Délai de rentrée : attendre le séchage complet de la zone traitée.

-Ne pas traiter sur un terrain risquant un entraînement vers un point d'eau : ruisseau, étang, mare, puits... en particulier si le terrain est en pente. Respecter une zone non traitée de 5 mètres par rapport aux points d'eau.

-Eviter tout traitement à base de glyphosate des fossés en eau ou à leur proximité.

Nouveau nom commercial autorisé

OXALIS NG EAJ

Produit de référence ALTAR EAJ

Dénominations commerciales

ALTAR EAJ,

Rappel des conditions d'autorisation de mise sur le marché

Mention

Autorisé Emploi autorisé dans les jardins

Teneur garantie en matière active

360 G/L Glyphosate

Classement

Phr. Risque	R53	PEUT ENTRAINER DES EFFETS NEFASTES A LONG TERME POUR L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE
Phr. Prudence	SPE3	POUR PROTEGER LES ORGANISMES AQUATIQUES RESPECTER UNE ZONE NON TRAITÉE DE 5 M PAR RAPPORT AUX POINTS D'EAU
Phr. Prudence		VOIR ARRETES APPROPRIES SUR LES CLASSEMENTS ET L'ETIQUETAGE POUR LES CONSEILS DE PRUDENCE

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

07 DEC. 2012

Pour le Ministre et par délégation de la Directrice générale
de l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de
la protection des végétaux.

Robert TESSIER

Liste des usages rattachés

USAGE 16015901 - CULTURES LEGUMIERES * DESHERBAGE

Dose d'emploi 0,7 ML/M2

Décision AUTORISATION MISE SUR LE MARCHÉ

ZNT : 5 m

Cond. Emp.

A la dose de 0,7 ml/m² par tâche sur flore difficile ou de 0,5 ml/m² par tâche sur flore facile excepté sur les fruits à noyau et le kiwi
Uniquement pour le jardin amateur

Les conditions d'utilisation de la préparation, compte-tenu des bonnes pratiques agricoles critiques proposées, permettent de respecter la limite maximale de résidus en recommandant un délai avant récolte 30 jours

USAGE 11015924 - TRAITEMENTS GENERAUX * DESHERBAGE * HERBES BI-ANNUELLES AVANT MISE EN CULTURE EN ZONES CULTIVEES

Dose d'emploi 0,7 ML/M2

Décision AUTORISATION MISE SUR LE MARCHÉ

ZNT : 5 m

Cond. Emp.

A la dose de 0,7 ml/m² par tâche sur flore difficile ou de 0,5 ml/m² par tâche sur flore facile
Uniquement pour le jardin amateur

Les conditions d'utilisation de la préparation, compte-tenu des bonnes pratiques agricoles critiques proposées, permettent de respecter la limite maximale de résidus en recommandant un délai avant récolte 30 jours

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

07 DEC. 2012

Pour le Ministre et par délégation de la Directrice générale
de l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de
la protection des végétaux,

Robert TESSIER